

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par la *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre,
Ministre de la Défense nationale, chargé de l'Energie,
J.-P. PONCELET

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Notes

(1) *Session 1996-1997.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n^{os} 1193/1 et 1193/11. Amendements, n^{os} 1193/2 et 1193/8. — Rapport, n^o 1193/9.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 2 juin 1998. — Adoption. Séance du 3 juin 1998.

(1) *Session 1997-1998.*

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi transmis par la Chambre des représentants, n^{os} 1011/1 et 1011/8. — Rapport, n^o 1011/4. — Amendements, n^{os} 1011/2, 1011/3 et 1011/6.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleerd en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 11 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister,
Minister van Landsverdediging, belast met Energie,
J.-P. PONCELET

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Nota's

(1) *Zitting 1996-1997.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet, nr. 1193/1 en 1193/11. Amendementen, nrs. 1193/2 en 1193/8. — Verslag, nr. 1193/9.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 2 juni 1998. — Aanneming. Vergadering van 3 juni 1998.

(1) *Zitting van 1997-1998.*

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nrs. 1011/1 en 1011/8. — Verslag, nr. 1011/4. — Amendementen, nrs. 1011/2, 1011/3 en 1011/6.

F. 99 — 1298

[99/07003]

11 DECEMBRE 1998. — Loi portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations de sécurité (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. Dans la présente loi, on entend par :

1° « service de renseignement et de sécurité », la Sûreté de l'Etat et le Service général du renseignement et de la sécurité des Forces armées;

2° « Comité permanent R », le Comité permanent de contrôle des services de renseignements créé par la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements.

Art. 3. Le Comité permanent R, ci-après dénommé « l'organe de recours », connaît des recours introduits en application de la présente loi.

Dans ce cas, les articles 32 à 56 de la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements ne sont pas d'application.

Lorsqu'il est saisi d'un recours, le Comité permanent R ne donne pas suite à une plainte ou à une dénonciation au sens de la loi du 18 juillet 1991 précitée qui concerne toute enquête de sécurité effectuée à l'occasion de la procédure d'habilitation de sécurité faisant l'objet du recours.

Art. 4. Lorsque, conformément à l'article 22 de la loi du 11 décembre 1998, relative à la classification et aux habilitations de sécurité, l'octroi de l'habilitation de sécurité requise est refusé, lorsque la décision n'est pas intervenue ou n'a pas été notifiée dans le délai prévu, ou lorsque l'habilitation de sécurité est retirée, la personne, physique ou morale, pour laquelle l'habilitation est requise, peut, dans les trente jours suivant respectivement la notification de la décision ou l'expiration du délai, introduire un recours, par lettre recommandée, auprès de l'organe de recours.

Une absence de décision de l'autorité de sécurité dans le délai fixé par l'organe de recours conformément à l'article 10, § 1^{er} ou § 2, 1°, de la présente loi est considérée comme une décision de refus et est susceptible de recours, par l'intéressé, conformément à l'alinéa précédent.

N. 99 — 1298

[99/07003]

11 DECEMBER 1998. — Wet tot oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. In deze wet wordt verstaan onder :

1° « inlichtingen- en veiligheidsdienst », de Veiligheid van de Staat en de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van de Krijgsmacht;

2° « Vast Comité I », het Vast Comité van Toezicht op de inlichtingendiensten, opgericht bij de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten.

Art. 3. Het Vast Comité I, hierna het « beroepsorgaan » genoemd, neemt kennis van de met toepassing van deze wet ingestelde beroepen.

In dat geval zijn de artikelen 32 tot 56 van de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten niet van toepassing.

Wanneer bij het Vast Comité I een beroep aanhangig is gemaakt, geeft het geen gevolg aan een in de voornoemde wet van 18 juli 1991 bedoelde klacht of aangifte betreffende elk veiligheidsonderzoek uitgevoerd naar aanleiding van de procedure tot veiligheidsmachtiging die het voorwerp uitmaakt van het beroep.

Art. 4. Wanneer overeenkomstig artikel 22 van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, de toekenning van de vereiste veiligheidsmachtiging wordt geweigerd, wanneer de beslissing niet genomen of niet ter kennis gebracht is binnen de voorziene termijn, of wanneer de veiligheidsmachtiging wordt ingetrokken, kan de natuurlijke of rechtspersoon voor wie de machtiging vereist is, binnen dertig dagen, respectievelijk na de kennisgeving van de beslissing of na het verstrijken van de termijn, bij aangetekend schrijven beroep instellen bij het beroepsorgaan.

Het uitblijven van een beslissing door de veiligheidsoverheid binnen de termijn bepaald door het beroepsorgaan overeenkomstig artikel 10, § 1, of § 2, 1°, van deze wet, wordt beschouwd als een beslissing tot weigering en is vatbaar voor beroep door de betrokkene, overeenkomstig het vorige lid.

Le recours n'est pas ouvert lorsque l'habilitation de sécurité est retirée dans le cas visé à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 11 décembre 1998, relative à la classification et aux habilitations de sécurité.

Art. 5. § 1^{er}. En cas de recours, l'autorité de sécurité communique à l'organe de recours le rapport d'enquête, en y joignant l'original de la décision motivée et une copie de la notification de cette décision au requérant, et, le cas échéant, le dossier d'enquête, visé à l'article 22 de la loi du 11 décembre 1998, relative à la classification et aux habilitations de sécurité.

§ 2. S'il l'estime utile à l'examen du recours, l'organe de recours requiert du service de renseignement et de sécurité qui a procédé ou procède à l'enquête de lui communiquer une copie du dossier d'enquête dans son intégralité. Il peut également requérir de ce service la communication de toute information complémentaire qu'il juge utile à l'examen du recours dont il est saisi.

A cette fin, l'organe de recours peut entendre les membres des services de renseignement qui ont participé à l'enquête de sécurité.

Les membres des services de renseignement sont tenus de révéler à l'organe de recours les secrets dont ils sont dépositaires, à l'exception de ceux qui concernent une information ou une instruction judiciaire en cours.

Si le membre du service de renseignement estime devoir garder le secret dont il est dépositaire parce que sa divulgation est de nature à porter préjudice à la protection des sources, à la protection de la vie privée de tiers ou à l'accomplissement des missions des services de renseignement et de sécurité telles que définies aux articles 7, 8 et 11 de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité, la question est soumise au président de l'organe de recours, qui statue après avoir entendu le chef du service.

§ 3. A la demande du service de renseignement et de sécurité, l'organe de recours peut décider que certaines informations figurant dans la déposition d'un membre du service de renseignement visé au § 2, dans le rapport d'enquête ou dans le dossier d'enquête sont secrètes pour un des motifs visés au § 2, alinéa 4, et qu'elles ne pourront être consultées ni par le requérant ni par son avocat.

Lorsque ces informations proviennent d'un service de renseignement étranger, la décision de non-consultation est prise par le service de renseignement et de sécurité.

Ces décisions ne sont susceptibles d'aucun recours.

Art. 6. Sans préjudice de l'article 5, § 3, alinéas 1^{er} et 2, le requérant et son avocat peuvent consulter au greffe de l'organe de recours le rapport d'enquête et, le cas échéant, le dossier d'enquête, pendant cinq jours ouvrables avant l'audience, aux dates et heures indiquées par l'organe de recours.

Le requérant est entendu par l'organe de recours, à la demande de celui-ci ou à sa propre demande. Il peut être assisté d'un avocat.

Art. 7. § 1^{er}. Les membres et les membres du personnel du Comité permanent R sont tenus à une obligation de secret à l'égard des faits, actes ou renseignements dont ils ont connaissance en raison du concours qu'ils apportent à l'application de la présente loi.

Cette obligation de secret subsiste même lorsqu'ils ont cessé d'apporter ce concours.

§ 2. L'organe de recours doit prendre les mesures internes nécessaires afin de garantir le caractère confidentiel des rapports d'enquêtes, des documents qui y sont joints conformément à l'article 5, § 1^{er}, et, le cas échéant, des dossiers d'enquêtes.

Art. 8. Est punie d'une amende de deux cents francs à dix mille francs, toute personne visée à l'article 7 qui a violé l'obligation de secret à laquelle elle est astreinte sur la base de cet article.

Art. 9. L'organe de recours délibère à la majorité des voix dans les soixante jours suivant celui où il a été saisi du recours.

Les décisions de l'organe de recours sont motivées. Elles sont notifiées, par lettre recommandée, au requérant, à l'autorité de sécurité et au service de renseignement et de sécurité qui a procédé à l'enquête, et sont, dès leurs notification, directement exécutoires.

La notification adressée au requérant ne peut contenir aucune information dont la communication serait de nature à porter atteinte à la défense de l'intégrité du territoire national, aux plans de défense militaires, à l'accomplissement des missions des forces armées, à la sûreté intérieure de l'Etat, y compris dans le domaine de l'énergie nucléaire, à la pérennité de l'ordre démocratique et constitutionnel, à la sûreté extérieure de l'Etat et aux relations internationales, au potentiel

Het beroep staat niet open wanneer de veiligheidsmachtiging wordt ingetrokken in het geval bedoeld in artikel 16, § 1, derde lid, van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen.

Art. 5. § 1. In geval van beroep zendt de veiligheidsoverheid het onderzoeksverslag aan het beroepsorgaan over, waarbij het origineel van de met redenen omklede beslissing alsmede een kopie van de kennisgeving van deze beslissing aan de eiser, en, in voorkomend geval, het in artikel 22 van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen bedoelde onderzoeksdoossier worden gevoegd.

§ 2. Indien het beroepsorgaan het nuttig acht voor het onderzoek van het beroep, verzoekt het de inlichtingen- en veiligheidsdienst die het onderzoek heeft ingesteld of instelt, een kopie van het volledige onderzoeksdoossier over te zenden. Het kan eveneens van deze dienst de mededeling eisen van elke aanvullende informatie die het nuttig acht voor het onderzoek van het aanhangig gemaakte beroep.

Daartoe kan het beroepsorgaan de leden horen van de inlichtingendiensten die aan het veiligheidsonderzoek hebben meegewerkt.

De leden van de inlichtingendiensten zijn verplicht aan het beroepsorgaan de geheime informatie mee te delen waarover zij beschikken, met uitzondering van geheime informatie die betrekking heeft op een nog lopend opsporings- of gerechtelijk onderzoek.

Acht het lid van de inlichtingendienst het nuttig die informatie toch geheim te houden omdat de verspreiding ervan de bescherming van de bronnen, de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van derden of de vervulling van de opdrachten van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten zoals bepaald in de artikelen 7, 8 en 11 van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten in het gedrang kan brengen, dan wordt de vraag voorgelegd aan de voorzitter van het beroepsorgaan, die uitspraak doet na het hoofd van de dienst te hebben gehoord.

§ 3. Op verzoek van de inlichtingen- en veiligheidsdienst kan het beroepsorgaan beslissen dat sommige inlichtingen uit de verklaring van een lid van de in § 2 bedoelde inlichtingendienst, uit het onderzoeksverslag of het onderzoeksdoossier, om een van de in § 2, vierde lid, genoemde redenen, geheim zijn en dat de eiser noch zijn advocaat er inzage van krijgen.

Wanneer die inlichtingen afkomstig zijn van een buitenlandse inlichtingendienst, wordt de beslissing tot niet-inzage genomen door de inlichtingen- en veiligheidsdienst.

Tegen die beslissingen is geen beroep mogelijk.

Art. 6. Onverminderd artikel 5, § 3, eerste en tweede lid, mogen de eiser en zijn advocaat het onderzoeksverslag en eventueel het onderzoeksdoossier gedurende vijf werkdagen vóór de zitting op de griffie van het beroepsorgaan inzien, op de data en uren die door het beroepsorgaan worden opgegeven.

De eiser wordt gehoord door het beroepsorgaan, op verzoek van dat orgaan of op eigen verzoek. Hij kan zich laten bijstaan door een advocaat.

Art. 7. § 1. De leden en de personeelsleden van het Vast Comité I zijn gehouden tot een geheimhoudingsplicht ten aanzien van de feiten, handelingen of inlichtingen waarvan zij kennis hebben wegens de medewerking die zij verlenen aan de toepassing van deze wet.

Deze geheimhoudingsplicht blijft bestaan, ook wanneer zij opgehouden hebben deze medewerking te verlenen.

§ 2. Het beroepsorgaan moet de nodige interne maatregelen nemen om het vertrouwelijk karakter van de onderzoeksverslagen, van de documenten die erbij gevoegd zijn overeenkomstig artikel 5, § 1, en, in voorkomend geval, van de onderzoeksdoossiers, te waarborgen.

Art. 8. Met geldboete van tweehonderd frank tot tienduizend frank wordt gestraft, iedere persoon bedoeld in artikel 7 die de geheimhoudingsplicht waartoe hij gehouden is op grond van dat artikel, heeft geschonden.

Art. 9. Het beroepsorgaan beraadslaagt bij meerderheid van stemmen binnen zestig dagen nadat het beroep bij het beroepsorgaan aanhangig is gemaakt.

De beslissingen van het beroepsorgaan worden met redenen omkleed. Zij worden, bij aangetekend schrijven, ter kennis gebracht van de eiser, van de veiligheidsoverheid en van de inlichtingen- en veiligheidsdienst die het onderzoek heeft ingesteld, en zijn vanaf hun kennisgeving rechtstreeks uitvoerbaar.

De kennisgeving aan de eiser mag geen enkele inlichting bevatten waarvan de mededeling schade zou kunnen toebrengen aan de verdediging van de onschendbaarheid van het nationaal grondgebied, aan de militaire defensieplannen, aan de vervulling van de opdrachten van de strijdkrachten, aan de inwendige veiligheid van de Staat, met inbegrip van het domein van de kernenergie, aan het voortbestaan van de democratische en grondwettelijke orde, aan de uitwendige veiligheid van de Staat en de

scientifique ou économique ou tout autre intérêt fondamental du pays, à la sécurité des ressortissants belges à l'étranger, au fonctionnement des organes décisionnels de l'Etat, à la protection des sources ou à la protection de la vie privée de tiers.

Les décisions de l'organe de recours ne sont susceptibles d'aucun recours.

La procédure à suivre devant l'organe de recours sera déterminée par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Art. 10. § 1^{er}. Lorsque le recours fait suite à une absence de décision sur l'octroi d'une habilitation de sécurité, l'organe de recours peut, après avoir interrogé l'autorité de sécurité ou le service de renseignement et de sécurité concerné sur les motifs du non-respect du délai prescrit conformément à l'article 22, alinéa 1^{er}, de la loi du 11 décembre 1998, relative à la classification et aux habilitations de sécurité, requérir que l'enquête de sécurité soit achevée, que le rapport d'enquête soit examiné par l'autorité de sécurité, et que celle-ci statue dans les délais qu'il fixe.

§ 2. Lorsque le recours fait suite à une décision de refus d'octroi d'une habilitation de sécurité ou de retrait d'une habilitation de sécurité, l'organe de recours peut, s'il estime, après audition du requérant ou de son avocat, que les motifs invoqués à l'appui de la décision attaquée ne sont pas fondés et adéquats en fonction du niveau d'habilitation requis :

1° requérir que l'enquête de sécurité soit complétée sur les points qu'il détermine et que la décision de refus d'octroi ou de retrait soit réexaminée par l'autorité de sécurité dans les délais qu'il fixe;

2° requérir l'autorité de sécurité d'octroyer l'habilitation de sécurité.

§ 3. Lorsque le recours fait suite à une absence de décision de l'autorité de sécurité dans le délai fixé par l'organe de recours conformément au § 1^{er} ou au § 2, 1°, l'organe de recours peut, s'il estime, après audition du requérant ou de son avocat, que rien ne s'y oppose, requérir l'autorité de sécurité d'octroyer l'habilitation de sécurité.

Art. 11. La présente loi entre en vigueur le même jour que l'article 22 de la loi du 11 décembre 1998, relative à la classification et aux habilitations de sécurité.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le vice-premier Ministre,
Ministre de la Défense nationale, chargé de l'Energie,
J.-P. PONCELET

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—
Note

(1) *Session 1996-1997.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n^{os} 1194/1 et 1194/7. — Amendements, n^{os} 1194/2 à 1194/4. — Rapport, n^o 1194/5.

Annales parlementaires. — Discussion. — Séance du 2 juin 1998. — Adoption. — Séance du 3 juin 1998.

(1) *Session 1997-1998.*

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi transmis par le Sénat, n^o 1012/1 et 1012/6. — Amendements, n^{os} 1012/2 et 1012/5. Rapport, n^o 1012/3.

Annales parlementaires. — Discussion. — Séance du 19 et 26 novembre 1998. — Adoption. — Séance du 26 novembre 1998.

internationale betrekkingen, aan het wetenschappelijk of economisch potentieel of elk ander fundamenteel belang van de Staat, aan de veiligheid van Belgische onderdanen in het buitenland, aan de werking van de besluitvormingsorganen van het land, aan de bescherming van de bronnen of aan de bescherming van het privé-leven van derden.

De beslissingen van het beroepsorgaan zijn niet vatbaar voor enig beroep.

De rechtspleging welke voor het beroepsorgaan dient te worden gevolgd, wordt vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Art. 10. § 1. Wanneer het beroep betrekking heeft op het uitblijven van een beslissing inzake het verlenen van een veiligheidsmachtiging, kan het beroepsorgaan, na de veiligheidsoverheid of de betrokken inlichtingen- en veiligheidsdienst te hebben ondervraagd over de redenen voor de niet-naleving van de overeenkomstig artikel 22, eerste lid, van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen bepaalde termijn, eisen dat het veiligheidsonderzoek wordt beëindigd, dat het onderzoeksverslag door de veiligheidsoverheid wordt onderzocht en dat zij beslist binnen de termijnen die het vaststelt.

§ 2. Wanneer het beroep volgt op een weigering om de veiligheidsmachtiging te verlenen of op de intrekking van een veiligheidsmachtiging, kan het beroepsorgaan, als het, na de eiser of zijn advocaat gehoord te hebben, van oordeel is dat de redenen ingeroepen om de bestrede beslissing te rechtvaardigen, ongegrond zijn en niet in verhouding staan tot het vereiste machtigingsniveau :

1° eisen dat het veiligheidsonderzoek wordt afgerond met betrekking tot de punten die het bepaalt en dat de beslissing tot weigering of intrekking opnieuw door de veiligheidsoverheid wordt onderzocht binnen de termijnen die het vaststelt;

2° eisen dat de veiligheidsoverheid de veiligheidsmachtiging verleent.

§ 3. Wanneer het beroep volgt op het uitblijven van beslissing van de veiligheidsoverheid binnen de termijn bepaald door het beroepsorgaan overeenkomstig § 1 of § 2, 1°, kan het beroepsorgaan, indien het, na de eiser of zijn advocaat gehoord te hebben, meent dat niets zich ertegen verzet, de veiligheidsoverheid dwingen de veiligheidsmachtiging toe te kennen.

Art. 11. Deze wet treedt in werking op dezelfde dag als artikel 22 van de wet van 11 december 1998, betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Gegeven te Brussel, 11 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De vice-eerste minister,
Minister van Landsverdediging, belast met Energie,
J.-P. PONCELET

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—
Nota

(1) *Zitting 1996-1997.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet, nrs. 1194/1 en 1194/7. — Amendementen, nr. 1194/2 tot 1194/4. — Verslag, nr. 1194/5.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. — Vergadering van 2 juni 1998. — Aanneming. — Vergadering van 3 juni 1998.

(1) *Zitting 1997-1998.*

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet overgezonden door de Senaat, nrs. 1012/1 en 1012/6. — Amendementen, nrs. 1012/2 en 1012/5. Verslag, nr. 1012/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. — Vergadering van 19 en 26 november 1998. — Aanneming. — Vergadering van 26 november 1998.